GROUPE BILDERBERG : LE MONDE QU'ILS NOUS PREPARENT

Par Daniel Estulin*

Depuis 1954, les conférences Bilderberg réunissent chaque année dans le plus grand secret les représentants de l'élite politique, économique, financière et médiatique pour décider de la direction des marchés et de l'évolution des conflits, sans jamais rendre public le contenu de ses débats. À l'issue du groupe Bilderberg de mai dernier, le journaliste Daniel Estulin a su obtenir des informations sur les propos échangés. Édifiant.

L'assemblée secrète annuelle du groupe Bilderberg, dont la dernière s'est déroulée du 5 au 8 mai à Rottach-Egern (Allemagne), détermine bon nombre d'actualités et d'événements auxquels vous assisterez dans les prochains mois. Mais les médias de l'establishment ne laissent rien percer de cette réunion de première importance et demeurent étrangement réticents à lever le rideau sur elle. Certains grands professionnels de la presse qui assistent à ce congrès doivent prêter serment de garder le secret, et les rédacteurs en chef sont tenus pour responsables si l'un de leurs journalistes publie « par inadvertance » un article sur le contenu des débats. Mais, en fait, peu d'entre eux ont entendu parler de ce groupe occulte de financiers, d'industriels et d'hommes politiques parmi les plus importants au monde. Bien que le groupe Bilderberg ait perdu une partie de son lustre passé, il s'est donc encore réuni avec le goût du secret qui le caractérise (comparativement, une loge maçonnique fait figure de garderie...). Le personnel de l'hôtel avait été photographié et soumis à un examen spécial. Des portiers aux cadres de la direction, tous les employés avaient été avertis des conséquences de la moindre révélation sur les invités à la presse: ne plus jamais trouver de travail dans leur pays.

Renforcer le rôle de l'ONU

Les discussions que les membres du groupe Bilderberg ont engagées cette année -décider comment le monde doit traiter les relations Europe/États-Unis, la poudrière du Moyen-Orient, la guerre d'Irak, l'économie mondiale et la manière de conjurer une guerre en Iran- et le consensus auquel ils ont abouti vont influencer le cours de la civilisation occidentale et l'avenir de la planète toute entière. Comme par ironie, c'est derrière des portes fermées et protégés par des gardes armés qu'ils étaient réunis...

Après trois bonnes années d'hostilités ouvertes et de tensions provoquées par la guerre d'Irak, les membres européens, britanniques et américains du groupe Bilderberg ont retrouvé une ambiance de sympathie sans nuage et ont réaffirmé leur objectif commun à long terme: renforcer le rôle de l'ONU dans la régulation des relations et des conflits mondiaux, et, à terme, l'établir comme gouvernement mondial officiel.

Toutefois, il faut bien comprendre que les membres américains de Bilderberg ne sont pas plus dés « faucons » que les Européens ne sont des « colombes ». Ces derniers ont contribué à soutenir l'invasion de l'Irak en 1991 par le président Georges Bush Senior, en célébrant (selon le mot du célèbre chasseur de Bilderberg, Jim Tucker) la fin du « syndrome vietnamien de l'Amérique ». Les Européens ont également appuyé l'invasion de la Yougoslavie par l'ex-président américain Bill Clinton, en faisant participer l'Otan aux opérations.

Un impôt mondial sur le pétrole

Un sujet très discuté en 2005 à Rottach-Egern a été la création d'un impôt de l'ONU sur le pétrole prélevé à la source sur les peuples du monde entier au moyen d'une taxe directe. Ceci établit, en fait, un précédent. Si ce décret passait, ce serait la première fois qu'une agence non-gouvernementale (à savoir les Nations unies) bénéficierait directement d'une imposition sur des citoyens de nations libres aussi bien qu'asservies. Bilderberg préconise, au début, un prélèvement très minime, que le consommateur remarquerait à peine.

A ce sujet, Jim Tucker, ancien journaliste du magazine Spotlight, coulé par la cour, écrivait déjà dans l'American Free Press du 14 juin 2004 : « ...établir le principe d'un impôt direct prélevé par l'ONU sur tous les citoyens est important pour Bilderberg.
C'est un pas de géant vers la constitution d'un gouvernement mondial. Les membres de Bilderberg savent que promouvoir publiquement une taxe de l'ONU sur tous les citoyens de la planète provoquerait un scandale. Mais ils sont patients. Il y a des années qu'ils ont proposé un impôt direct mondial, et ils se félicitent maintenant de voir le sujet abordé lors de discussions publiques sans vraiment attirer l'attention des citoyens ni les inquiéter. »

Prélever l'impôt avant ou après un conflit ?

Bilderberg veut une « harmonisation fiscale » de manière à ce que les pays à forte imposition puissent être compétitifs, en matière d'investissement étranger, avec les nations plus « douces » fiscalement - y compris les États-Unis. Pour ces derniers et d'autres pays, les taxes seraient " harmonisées » en forçant le taux à monter jusqu'à ce que le niveau de 58 % de la Suède socialiste devienne « compétitif ».
Selon certaines sources, un invité non identifié du congrès a demandé comment vendre un impôt mondial au peuple américain. Un commissaire de l'Union européenne a suggéré d'utiliser comme argument la nécessité d'aider certains pays à construire des sociétés stables et paisibles une fois les conflits calmés. Quelqu'un a demandé le calendrier de l'appel d'impôt.
Un ex-commissaire a fait observer que le meilleur moment pour demander de l'argent est celui où le conflit commence à s'apaiser et où le monde est soumis à des images brutales de destructions. Un membre norvégien de Bilderberg -il semblerait qu'il s'agisse de Björn T. Grydeland, ambassadeur de Norvège auprès de l'Union européenne- a alors manifesté son désaccord, expliquant qu'au contraire, il est bien plus facile d'attirer l'attention et l'argent des peuples vers une région au moment où un conflit fait rage.
Ceci sera confirmé a posteriori le 26 mai suivant, lorsque le ministre des Affaires étrangères du Danemark, Per Stig Moller, mentionnera pendant un débat à l'ONU : « Si la communauté internationale n'est pas capable d'agir rapidement, la paix fragile est en danger, avec pour conséquence la perte de davantage de vies encore. » Le 1er juillet 2005, le Danemark cédait la présidence de l'Union européenne au Royaume-Uni.

Une Commission de construction de la paix

Les membres du groupe Bilderberg projettent d'utiliser un organisme désigné sous le nom de Commission de construction de la paix (avec pour mission apparente d'aider à « gagner » la paix dans les pays en situation d'après-guerre), comme l'un des outils destinés à imposer secrètement la taxe pour l'ONU à une population mondiale qui ne se doute de rien.
Jim Tucker ne disait pas autre chose **dans son reportage sur Bilderberg de l'American Free Press du** 23 mai : « Il y eut une discussion informelle à propos du calendrier d'un vote **aux Nations Unies sur** l' instauration d'un impôt direct mondial au moyen d'une taxe obligatoire à la source, sur le pétrole, de 10 cents par **baril. [...**] Un impôt direct de ce type aurait une grande portée symbolique. La proposition de taxe mondiale de **Bilderberg** est restée en suspens à l'ONU **pendant trois ans,** mais le sujet a été occulté par les médias **américains** contrôlés par Bilderberg.

Mark R.Warner, gouverneur de Virginie, invité pour la première fois par Bilderberg, a exprimé sa préoccupation : à combien se monterait la responsabilité financière supplémentaire qu'endosseraient, en conséquence, les Etats-Unis ? A ce sujet, José M. Durao Barroso, président de la Commission européenne, a donné le point de vue commun à de nombreux membres de Bilderberg : les États-Unis ne fournissent pas leur juste part d'aide économique aux pays pauvres.
Mes sources confirment ce que rapporte Jim Tucker : « Kissinger et David Rockfeller, entre autres Américains, eurent un large sourire et un hochement de tête approbateur. »
Bien que les États-Unis déposent plus d'argent qu'aucun autre pays au monde dans la tirelire de l'aide étrangère, les membres de Bilderberg et l'ONU sont prêts à exiger d'eux des fonds bien plus importants pour faire face à la proposition de construction de la paix.

Plus de pouvoir pour les ONG

La création des ONG (organisations non gouvernementales) est une innovation dont l'ex-président américain Bill Clinton avait estimé, au lendemain d'une discussion sur ce sujet à Rottach-Egern, qu'elle était « l'une des choses les plus remarquables qui se soient produites depuis la chute du Mur de Berlin ». Curieusement, la petite phrase de Clinton avait été reprise dans le all Street journal, quotidien représenté aux réunions Bilderberg par son vice-président, Robert L. Bartley (jusqu'à son décès en décembre 2003), ainsi que par son éditorialiste Paul Gigot.

Les membres de Bilderberg ont vigoureusement débattu, et ce pour la première fois, de l'opportunité ou non d'accorder à des activistes de l'environnement non élus et auto-désignés un statut d'autorités gouvernementales sur le conseil directeur de l'Unep (United Nations Environnement Program), l'agence qui contrôle l'utilisation de l'atmosphère, de l'espace extérieur à la Terre, des océans et, en pratique, de la biodiversité. Cette invitation à participer au gouvernement mondial faite à la « société civile » a été décrite comme une «expansion démocratique ».
Selon des sources internes à Bilderberg, le statut des ONG devrait s'élever plus haut encore à l'avenir. Leurs activités comprendraient l'organisation de campagnes au niveau local, de groupes de pression au niveau national et la production d'études pour justifier la taxation mondiale par des organismes de l'ONU tels que le Plan mondial, l'un des projets favoris de Bilderberg depuis plus de dix ans.

Supprimer la démocratie ?

La stratégie pour faire avancer le calendrier de gouvernement mondial inclut spécifiquement des programmes pour discréditer les individus et les associations générant une « pression politique interne » ou une « action populiste » sans référence à la nouvelle éthique mondiale. L'objectif ultime, selon certaines sources, serait de supprimer la démocratie.
Si ce projet est mené à terme, l'Unep, ainsi que tous les traités sur l'environnement qui en dépendent, serait finalement gouvernée par un corps spécial d'activistes de l'environnement choisis uniquement dans des ONG accréditées, elles-mêmes désignées par des délégués à l'Assemblée générale, eux-mêmes nommés par le président des États-Unis, lui-même sous le contrôle d'un leadership dans lequel s'imbriquent Rockfeller - le Conseil des relations extérieures (CFR) - et Bilderberg.
Ce nouveau dispositif fournirait un accès direct aux membres des ONG locales, « de terrain », nationales et internationales, vers les plus hauts niveaux du gouvernement mondial. Par exemple, la Greater Yellowstone Coalition, groupe d'ONG affiliées, a dernièrement déposé une pétition auprès du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco demandant à celui-ci d'intervenir auprès d'une entreprise privée ayant un projet d'extraction d'or sur une propriété privée proche du parc de Yellowstone. Le comité de l'Unesco est effectivement intervenu, et a immédiatement mis le parc de Yellowstone sur la liste des « Sites menacés du patrimoine mondial ». Selon les termes de la Convention du patrimoine mondial, les États-Unis ont obligation de protéger le parc, même au-delà des limites de ce dernier et, au besoin, jusque sur les propriétés privées avoisinantes.
Les idées débattues, si elles étaient mises en application, conduiraient tous les peuples du monde à une régionalisation mondiale, dirigée par une bureaucratie planétaire sous l'autorité directe d'une minuscule poignée d'individus, instance bureaucratique surveillée par des milliers d'individus, tous payés par des ONG accréditées et engagés à soutenir un système de croyances qui, pour beaucoup de gens, est inimaginable et inacceptable.

À propos du référendum français

Le groupe Bilderberg a fêté un événement tant désiré : le retour d'un Tony Blair assez mortifié au 10 Downing Street, avec une majorité parlementaire très diminuée.
Les membres européens de Bilderberg lui en veulent encore de soutenir la guerre des Américains en Irak. Tout en donnant à Blair une leçon utile de politique internationale, les membres de

Bilderberg considèrent qu'il est un candidat beaucoup plus sûr pour la poursuite de l'intégration européenne que son rival conservateur, Michael Howard.
La première journée du congrès de Bilderberg 2005 a été dominée par la discussion sur le référendum sur l'Union européenne en France et la question de savoir si le président Chirac pourrait persuader la France de voter « oui » le 29 mai. Un « oui », selon des sources internes à Bilderberg, aurait exercé une grande pression sur Tony Blair, livrant finalement la Grande-Bretagne aux bras grands ouverts du Nouvel ordre mondial lors de son propre vote sur le traité, programmé pour 2006. Matthias Nass, rédacteur en chef adjoint de Die Zeit, s'est inquiété du fait qu'un « non » français puisse conduire à une agitation politique en Europe et obscurcir les six mois de présidence européenne britannique prévue à partir du 1er juillet.
Les membres de Bilderberg ont exprimé leur espoir que Blair et Chirac, dont l'animosité parfois ouverte s'est répandue sur la scène publique à plus d'une occasion, puissent travailler ensemble pour leur bénéfice mutuel et leur survie, politique. D'autres intervenants ont ajouté que les deux leaders devaient laisser derrière eux aussi vite que possible tous leurs désaccords passés sur des sujets tels que l'Irak, la libéralisation de l'économie de l'Europe et l'avenir du dégrèvement budgétaire que la Grande-Bretagne reçoit de l'Europe, pour travailler à une intégration européenne totale - qui pourrait se désintégrer si le peuple français souvent « obstiné et la tête près du bonnet », selon les mots d'un membre britannique de Bilderberg, ne fait pas ce qu'il faut, c'est-à-dire abandonner volontairement son indépendance pour le « plus grand avantage » d'un super-État européen fédéral !

Un initié allemand de Bilderberg a expliqué que le « oui » français serait freiné par le problème de la « délocalisation des emplois ». « Les emplois allemands et français s'en vont vers l'Asie et le Lettonie (pour profiter des bas salaires) ». La Lettonie est l'une des ex-Républiques soviétiques accueillies dans l'Union européenne, portant le nombre de nations à vingt-cinq.
Un politicien allemand s'est demandé à haute voix comment Tony Blair s'y prendrait pour convaincre les Britanniques d'adhérer à la Constitution européenne alors que, en raison des délocalisations, l'Allemagne et la France souffrent d'un chômage de 10% et que la Grande-Bretagne présente de bons résultats économiques.
(….)
24 mai 2005

Daniel Estulin est un journaliste politique vivant à Madrid et auteur d'ouvrage sur les techniques de communication. On peut le contacter à l'adresse e.mail : d.estulin@ctconsultoria.com

NEXUS n°41 novembre-décembre 2005
http://onlinejournal.com/artman/publish/article_310.shtml